



Paris, le 2 juin 2009

**A l'attention de François Fondard, Président de l'UNAF**

C'est avec un peu de retard par rapport à vos délais que nous répondons à votre interpellation faite sur la base du manifeste de la COFACE.

Nous avons également pris connaissance et diffusé largement votre numéro spécial de « Réalités familiales » consacré à l'Europe des familles. Nous tenons en préalable à vous féliciter pour la qualité de ce numéro. Il nous a éclairés sur de nombreux sujets et il inspirera, tout comme le Manifeste de la COFACE, les positions de nos élus en matière de politique familiale européenne.

Répondre de manière très détaillée à vos questions nécessiterait de très longs développements, et certainement des discussions qu'il est très difficile d'avoir dans le cadre d'une campagne électorale dont les délais ont été raccourcis, dont les débats contradictoires et démocratiques sont cruellement absents et au cours de laquelle nous sommes astreints à d'énormes efforts militants pour faire mieux connaître nos orientations politiques et nos propositions

Dans ce contexte, nous avons choisi de vous résumer d'abord nos propositions générales sur l'Europe pour vous donner l'éclairage dans lequel nous situons la politique familiale, puis de répondre de façon plus circonstanciée à quelques questions.

Le Front de Gauche met l'accent sur cinq « impératifs » auxquels la prochaine mandature du parlement européen devra répondre

- **L'impératif social** : Au niveau de chaque nation comme sur le plan européen, tous les instruments disponibles doivent être mis prioritairement au service de l'emploi, de sa qualité et de sa sécurisation, de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et de l'éradication de la précarité ; au service de la promotion des capacités humaines : formation, éducation, santé, culture, recherche, logement, salaire décent, conditions de travail humaines, retraites dignes. Cela vaut tout particulièrement pour les moyens financiers et les pouvoirs d'intervention dont doivent disposer les citoyennes et les citoyens, les salariées et les salariés dans l'entreprise, sans lesquels ces priorités resteraient des vœux pieux.

Nos propositions visent à impulser une politique de développement humain, social et écologique qui implique une mise en œuvre des fonctions d'anticipation, de prévision et de programmation de la puissance publique indissociables de pratiques démocratiques, citoyennes et populaires. Cela implique, surtout dans la phase actuelle, la maîtrise du crédit pour orienter la gestion des entreprises dans le sens de ces nouvelles priorités, et ce depuis

les régions jusqu'à la BCE. Elle doit également tendre vers une maîtrise publique du système bancaire.

- **L'impératif écologique** : les engagements réclamés par la communauté scientifique mondiale pour lutter contre le réchauffement climatique doivent être tenus. L'appel aux mécanismes de marché, privilégié par l'union européenne, montre ses effets pervers. La crise ne doit pas servir de prétexte pour retarder les transformations nécessaires. Un nouveau type de développement doit promouvoir les investissements dans les énergies renouvelables et propres ; les économies d'énergie ; le développement du transfert ferroviaire et de la voie d'eau ; la protection des milieux naturels. L'Europe doit promouvoir une agriculture paysanne non soumise à la logique productiviste qui garantisse aux agriculteurs des prix rémunérateurs. Il faut tarir les subventions à « l'agrobusiness », maintenir un moratoire sur les cultures OGM et inscrire la politique agricole dans une logique de souveraineté alimentaire.
- **L'impératif démocratique** : la démocratie c'est le pouvoir du peuple. Or les institutions européennes actuelles organisent le contournement des citoyennes et des citoyens en confiant des pouvoirs essentiels à des instances non élues. Cette construction politique est à rebours de tout fondement républicain. A l'inverse, nous estimons que la démocratie repose sur la citoyenneté, avec la parité comme moyen pour les femmes de participer à égalité à l'exercice des responsabilités politiques. Dans l'Union européenne, aussi bien les politiques de coopération entre les Etats que les politiques intégrées doivent être contrôlées par les citoyens et soumises à la souveraineté populaire. **Nous nous battons pour une Europe laïque.** C'est une des conditions indispensables pour construire un espace démocratique européen qui garantisse la liberté de conscience et l'égalité des citoyennes et des citoyens quel que soient leurs convictions philosophiques et religieuses. C'est aussi le fondement d'une vision solidaire et pacifique des relations internationales à l'opposé du prétendu « choc des civilisations ».
- **L'impératif solidaire.** Il vaut à l'intérieur de chaque société : lutte contre l'exclusion sociale et la précarité, contre les discriminations et la xénophobie, et pour l'égalité effective des droits ; respect des droits fondamentaux des personnes issues de l'immigration, à commencer par le droit d'asile, le droit à la scolarisation des enfants et le droit du travail ; citoyenneté pour tous les résidents avec droit de vote et d'éligibilité aux élections locales et européennes au même titre que les ressortissants de l'Union Européenne ; régularisation des « sans papiers » avec la mise en place d'une stratégie de Co-développement. Il vaut naturellement au sein de l'union européenne : à la fois entre les nations qui la composent et vis à vis des autres peuples du monde. A cet égard, la « directive retour » mérite bien le nom, qui désormais l'affublera jusqu'à sa nécessaire abrogation, de « directive de la honte ».

- **L'impératif de la paix.** L'Union européenne doit refuser de se laisser embrigader dans la politique militariste des Etats-Unis. Elle ne doit pas tolérer l'installation d'un « bouclier antimissile » sur son territoire, mais doit, au contraire, s'engager fermement en faveur de la relance du désarmement. Les troupes européennes doivent être retirées d'Afghanistan et l'aide au développement doit être renforcée. L'Europe doit rompre avec l'atlantisme et l'alignement sur les Etats-Unis notamment dans le cadre de l'OTAN. Une politique extérieure européenne indépendante doit se fonder sur le droit international, en particulier au Proche Orient : elle doit s'engager de façon résolue – en usant de tous les instruments politiques et économiques à sa disposition y compris le traité d'association Union Européenne / Israël et le statut d'Israël dans le cadre de « la politique de voisinage » – en faveur du respect du droit imprescriptible du peuple palestinien à un Etat viable, souverain et démocratique, sur les frontières d'avant juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, à côté de l'Etat d'Israël dans une reconnaissance mutuelle de ces deux Etats et par tous les Etats de la région.

En tant que représentants de la France au parlement européen, nous ferons entendre – à l'opposé de la politique de Nicolas Sarkozy - le projet d'une Europe indépendante, récusant les logiques de mise en concurrence des peuples et au service de la paix et du désarmement.

En un mot nous voulons contribuer à changer la donne en Europe et en France, nous mettre en situation d'agir en faveur des transformations profondes que la situation de crise requiert, nous voulons agir pour une Union européenne aussi utile à notre peuple qu'aux citoyennes et aux citoyens de l'ensemble de l'Europe, utile au monde, utile à la paix.

\*

Sur des questions plus spécifiques relatives à la politique familiale

L'éducation et la garde des enfants et des adolescents, les soins nécessités par la maladie et la vieillesse, la santé publique, l'adduction de l'eau et du tout-à-l'égout, la fourniture d'énergie, les transports publics, les services postaux, le sport et la culture ne sont pas des biens commerciaux, mais des services publics relevant de la responsabilité publique. Pour cette raison, ils ne doivent pas être soumis à la concurrence qui recherche les coûts les plus bas et les profits les plus élevés. Nous ne voulons plus de privatisations de services et de biens publics, mais une appropriation publique. Nous sommes pour l'existence de services et d'entreprises publics forts et pour l'augmentation des investissements dans l'éducation, la petite enfance, la santé, les transports publics, le sport et la culture.

Pour nous, le féminisme est constitutif de la transformation sociale. L'égalité entre les hommes et les femmes doit être considéré comme principe fondateur de la construction de l'Europe l'Europe doit être anti-patriarcale et les associations doivent être reconnues comme des partenaires dans le dialogue social et sociétal. Pour tirer vers le haut tous les droits, nous demandons que chaque

femme vivant en Europe puisse bénéficier des lois les plus avancées pour les femmes qui soit en vigueur dans un pays de l'Union - y compris en matière de parité, cette pierre angulaire de la démocratie.

Nous soutiendrons à l'échelon européen la promotion de la reconnaissance de l'action, de la qualité de vie et de la formation des aidants familiaux, conformément à la charte de la COFACE.

Nous soutiendrons sans réserve dans le cadre de l'autorité budgétaire conférée au Parlement Européen, le financement de l'observatoire européen des politiques familiales. Cet outil nous paraît fondamental. En revanche, nous nous interrogeons sur la pertinence de l'instauration d'une Méthode ouverte de coordination (MOC) adaptée aux politiques familiales. Nous avons apprécié les insuffisances de cette Méthode dans le cadre de la stratégie de Lisbonne, et nous pensons qu'il est nécessaire d'avoir des méthodes de concertation et d'élaboration des programmes qui soient plus ouvertes et plus démocratiques.

Si nous étions élus, il est clair que des membres du groupe de la Gauche Unitaire européenne dont nous ferons partie participeront à cet Intergroupe ; en revanche, il nous est très difficile à ce stade d'anticiper sur les résultats et sur la composition française de ce groupe ainsi que sur son organisation

Pour l'année européenne 2010 de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, nous n'avons pas encore défini les événements auxquels nous participerons ou que nous organiserons tant au niveau européen que dans les États membres. Il est évident que pour les députés du Front de Gauche auront à cœur de valoriser cette occasion. Mais nous le ferons en évitant les bons sentiments, la compassion et les promesses creuses. Nous en ferons un moment de débat politique accru, de dialogue spécifique avec le monde associatif et syndical concerné, de propositions concrètes et sans doute d'actions et de mobilisations sociales

\*

Même si nous n'avons pas répondu à tout et si nous avons élargi notre propos, nous espérons que ces réponses seront suffisantes pour vous donner une idée de l'importance que nous attachons à la politique familiale européenne et aux principes qui sont les nôtres vis-à-vis d'elle.

Nous espérons, après l'élection, avoir la possibilité de poursuivre le dialogue engagé et vous prions d'accepter nos sincères salutations

Pour les candidats du Front de Gauche

<b>Marie-France Beaufiglioli</b>	<b>Tête de liste Centre</b>
<b>Hélène Franco</b>	<b>Tête de liste Est</b>
<b>Jacques Généreux</b>	<b>Tête de liste Ouest</b>
<b>Jacky Hénin</b>	<b>Tête de liste Nord Ouest</b>
<b>Patrick Le Hyaric</b>	<b>Tête de liste Ile de France</b>
<b>Jean-Luc Mélenchon</b>	<b>Tête de liste Sud-Ouest</b>

**Marie-Christine Vergiat**

**Tête de liste Sud-Est**